

Cote du document:	EB 2009/97/R.16/Rev.1
Point de l'ordre du jour:	11) b) i)
Date:	15 septembre 2009
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt et de don à la République fédérale démocratique d'Éthiopie pour le

Deuxième projet de développement des communautés pastorales

Conseil d'administration — Quatre-vingt-dix-septième session
Rome, 14-15 septembre

Pour: **Approbation**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport avec le responsable du FIDA ci-après:

John Gicharu

Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2373
courriel: j.gicharu@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Recommandation pour approbation	iii
Carte de la zone du projet	iv
Résumé du financement	v
I. Le projet	1
A. Principal créneau de développement visé par le projet	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	3
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	4
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	4
H. Avantages et justification économique et financière	5
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	5
J. Principaux risques	6
K. Durabilité	6
II. Instruments juridiques et autorité	6
III. Recommandation	7
Annexe	
Financing Agreement (Accord de financement)	8
Appendices	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	2

Sigles et acronymes

IDA	Association internationale de développement
SAFP	Système d'allocation fondé sur la performance
S&E	Suivi et évaluation

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République fédérale démocratique d'Éthiopie pour le deuxième projet de développement des communautés pastorales, telle qu'elle figure au paragraphe 37.

Carte de la zone du projet

Federal Democratic Republic of Ethiopia Pastoral Community Development Project II



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République fédérale démocratique d'Éthiopie

Deuxième projet de développement des communautés pastorales

Résumé du financement

Institution initiatrice:	Association internationale de développement (IDA) et FIDA
Emprunteur:	République fédérale démocratique d'Éthiopie
Organisme d'exécution:	Ministère des affaires fédérales; Ministère de l'agriculture et du développement rural; gouvernements des États régionaux nationaux d'Afar, d'Oromiya, de Somali et de l'État régional des Nations, nationalités et peuples du Sud; ONG; et communautés pastorales
Coût total du projet:	139 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	12 575 000 DTS (équivalant approximativement à 19,5 millions d'USD)
Montant du don du FIDA:	12 575 000 DTS (équivalant approximativement à 19,5 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	Particulièrement favorables
Cofinanceur:	IDA
Montant du cofinancement:	80 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	Crédit de l'IDA: 23,4 millions d'USD Don de l'IDA: 56,6 millions d'USD
Contribution de l'emprunteur:	5 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	15 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	IDA et FIDA
Institution coopérante:	Supervision conjointe par l'IDA et le FIDA

Proposition de prêt et de don à la République fédérale démocratique d'Éthiopie pour le deuxième projet de développement des communautés pastorales

I. Le projet

A. Principal créneau de développement visé par le projet

1. Représentant près de 15% de la population totale du pays, les ménages pastoraux et agropastoraux font partie des ménages ruraux les plus pauvres et les plus vulnérables d'Éthiopie. Le projet est la deuxième phase d'un partenariat plutôt fructueux entre les communautés pastorales, les collectivités locales et le gouvernement fédéral, l'Association internationale de développement (IDA) et le FIDA. Tirant parti des expériences et des enseignements de la phase I, le projet mettra les services sociaux de base à la disposition d'un plus grand nombre de bénéficiaires et améliorera les moyens de subsistance pour quelque 600 000 ménages, soit 25% de la population pastorale totale, au cours des cinq prochaines années.

B. Financement proposé

Modalités et conditions

2. Il est proposé que le FIDA accorde à la République fédérale démocratique d'Éthiopie un prêt d'un montant de 12 575 000 DTS (équivalant approximativement à 19,5 millions d'USD) à des conditions particulièrement favorables, et un don d'un montant de 12 575 000 DTS (équivalant approximativement à 19,5 millions d'USD), pour contribuer au financement du deuxième projet de développement des communautés pastorales. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an.

Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

3. L'allocation fixée pour l'Éthiopie au titre du SAFP est approximativement de 92 millions d'USD sur les trois ans du cycle SAFP 2007-2009. Les dispositions de financement proposées sont cohérentes avec le cycle SAFP.

Corrélation avec les critères du cadre national de dépenses à moyen terme

4. À court terme, l'impact budgétaire du projet sera relativement neutre, étant donné que 4% environ seulement du coût total du projet sera financé par le gouvernement. À plus long terme, l'impact sera positif grâce à l'élargissement de l'assiette fiscale et aux économies réalisées sur les dépenses publiques consacrées aux mesures d'atténuation des problèmes climatiques, du fait de la meilleure gestion des risques associés au pastoralisme. Les coûts récurrents du projet, qui seront partiellement couverts par les contributions des usagers des services, sont déjà intégrés dans le plan budgétaire à long terme du gouvernement.

Corrélation avec les approches nationales sectorielles ou d'autres instruments de financement conjoints

5. La conception du projet va dans le sens du document de stratégie pour la réduction de la pauvreté de deuxième génération de l'Éthiopie, plus connu sous le nom de Plan de développement accéléré et durable pour l'élimination de la pauvreté, ainsi que des stratégies et politiques du gouvernement dans les domaines du développement rural, de la sécurité alimentaire et du développement pastoral. Elle prône une approche globale centrée sur les populations pour renforcer la capacité de résistance des ménages pastoraux et agropastoraux aux chocs exogènes, tout en améliorant leurs moyens de subsistance d'une manière qui contribue durablement à la réduction de la pauvreté rurale et à la croissance économique. Le projet améliorera: i) les moyens de subsistance et la base d'actifs des ménages pastoraux; ii) la prestation

des services sociaux de base; iii) la gestion des risques associés au pastoralisme; et iv) la capacité institutionnelle des organisations communautaires pastorales et des collectivités locales.

Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

6. Selon le Cadre pour la soutenabilité de la dette, l'Éthiopie peut prétendre à un financement sous la forme, pour moitié, de prêt à des conditions particulièrement favorables et, pour moitié, de don. Elle a bénéficié d'un allègement de la dette dans le cadre de l'Initiative en faveur de la réduction de la dette des pays pauvres très endettés. Par le passé, les taux de décaissement ont été satisfaisants. L'Éthiopie n'a pas d'arriérés de remboursement du service de la dette.

Flux de fonds

7. Les montants du prêt et du don du FIDA seront transférés par les soins du Ministère des finances et du développement économique sur les comptes libellés en dollars et en birr ouverts à cet effet et gérés conjointement par le Ministère des affaires fédérales et l'unité de coordination de projet fédérale. Conformément au plan de travail et budget annuels approuvés, et aux règles et règlements financiers du gouvernement, les fonds seront débloqués par l'unité de coordination de projet fédérale en faveur des unités de coordination de projet régionales qui les verseront ensuite aux bureaux financiers de district, où la plupart des dépenses seront encourues. Des dispositions ont été prises pour renforcer les capacités institutionnelles des bureaux financiers de district.

Modalités de supervision

8. Le projet sera directement supervisé par l'IDA et le FIDA.

Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

9. Aucune dérogation aux conditions générales n'est prévue.

Gouvernance

10. Les mesures suivantes sont prévues afin de renforcer les aspects du financement du FIDA qui ont trait à la gouvernance: i) l'attribution des contrats relatifs aux biens, aux travaux et aux services se conformeront aux directives de l'IDA et du FIDA en matière de passation des marchés; ii) les comptabilités du projet seront préparées et tenues conformément aux principes de comptabilité généralement reconnus; et iii) les comptes feront l'objet d'une vérification annuelle, dont le rapport sera soumis à l'IDA et au FIDA conformément aux directives du FIDA relatives à l'audit des projets. En outre, le gouvernement a accepté d'adopter une série de mesures anticorruption visant à: i) améliorer la divulgation des informations essentielles sur les résultats du projet; ii) favoriser la participation des parties prenantes au suivi et à la supervision; iii) limiter la collusion, la fraude et le népotisme; iv) promouvoir les mécanismes permettant de traiter les plaintes; et v) mettre en place des sanctions et des mesures correctives appropriées.

C. Groupe cible et participation

Groupe cible

11. Conformément à la politique du FIDA en matière de ciblage, le groupe cible se compose de 600 000 ménages vivant dans 57 districts des régions d'Arfar, de Somali, de l'Oromiya et du Sud. Ces districts représentent 45% environ des basses terres pastorales, qui sont caractérisées par des taux d'analphabétisme élevés, des taux de scolarisation relativement bas et un accès très réduit aux services sociaux de base liés à la santé, l'assainissement, l'eau potable, le transport et les communications. Les critères de sélection portent sur la pauvreté et la vulnérabilité, la sécurité, l'accessibilité et la densité démographique, tout en tenant compte du souci de minimiser les chevauchements avec des projets similaires.

Méthode de ciblage

12. La pauvreté tend à être identique dans toutes les zones rurales d'Éthiopie, avec un coefficient de Gini égal à 0,25. Conformément au programme d'options stratégiques pour le pays (2008), le projet cible les communautés pastorales dans leur totalité. La création de coopératives d'épargne et de crédit rural gérées par des femmes sera encouragée suite aux succès enregistrés pendant la phase I avec les expériences d'activités génératrices de revenus conduites par des femmes. Pendant l'exécution, on s'attachera également à recruter des femmes dans les équipes d'appui mobiles et à les intégrer dans les services de vulgarisation concernant l'élevage.

Participation

13. Des outils participatifs d'apprentissage et d'action seront utilisés pour préparer et exécuter les plans d'action et les microprojets communautaires afin que les points de vue, les besoins et les priorités de tous les membres des communautés soient pris en compte. Le projet visera aussi à doter les citoyens et les communautés pastorales des moyens de participer activement aux processus décisionnels liés au développement local et au suivi des résultats. Le recensement local des besoins et des priorités sera suivi par des activités de renforcement des capacités et de sensibilisation, notamment des formations et un encadrement tant pour le personnel que pour les groupements communautaires. Ces activités seront assurées par les équipes d'appui mobiles, travaillant en collaboration avec des ONG financées par un don du Fonds japonais pour le développement social.

D. Objectifs de développement

Objectifs clés

14. Le projet a pour objectifs de renforcer la capacité de résistance des communautés pastorales aux chocs exogènes et d'améliorer leurs moyens de subsistance en facilitant l'accès aux services sociaux de base.

Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions

15. Outre le renforcement des capacités locales, le projet promouvra l'adoption généralisée d'une approche du développement à assise communautaire dans le secteur public pour la planification, l'exécution et le suivi des investissements.

Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA

16. La conception du projet a bénéficié des expériences et des enseignements tirés en Éthiopie et ailleurs dans la région. Conformément au Cadre stratégique, le projet encouragera les approches participatives; améliorera l'accès des ruraux pauvres à la terre, à l'eau et aux services financiers; et renforcera les institutions traditionnelles à l'échelon communautaire dans les zones pastorales.

E. Harmonisation et alignement

Alignement sur les priorités nationales

17. Le projet va dans le sens du document de stratégie pour la réduction de la pauvreté de deuxième génération de l'Éthiopie tandis que les dispositions relatives à son exécution sont bien intégrées dans les administrations régionales décentralisées. Les activités de projet planifiées seront réalisées en grande partie par les communautés pastorales qui seront épaulées par les institutions publiques locales, en particulier aux niveaux du district et de la commune. Des dispositions adéquates ont été prises au titre du projet pour renforcer les capacités institutionnelles à ces échelons. De même que la comptabilité financière, la gestion et l'établissement des rapports, les passations des marchés de biens, de travaux et de services devront le plus souvent se conformer aux propres politiques, règlements et procédures des pouvoirs publics.

Harmonisation avec les partenaires du développement

18. Pendant la conception du projet, des consultations ont été organisées avec les partenaires du développement en vue d'assurer l'instauration de synergies avec d'autres initiatives sous l'égide de *Pastoralist Forum Ethiopia*, qui est l'organisation

faïtière nationale des ONG travaillant dans les zones pastorales. Les activités de projet planifiées tiendront compte également des expériences et des enseignements tirés d'autres initiatives en cours d'exécution, notamment en matière de création de coopératives d'épargne et de crédit rural pastoral, d'aménagement de périmètres de petite irrigation et d'amélioration de l'accès des éleveurs pastoraux au marché.

F. Composantes et catégories de dépenses

Principales composantes

19. Le projet comprend quatre composantes: i) promotion de moyens de subsistance durables; ii) gestion des risques associés au pastoralisme; iii) apprentissage participatif et gestion des savoirs; et iv) coordination et gestion du projet.

Catégories de dépenses

20. Il y a quatre catégories de dépenses: i) biens, travaux et services; ii) services de consultants; iii) formation; et iv) frais de fonctionnement.

G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats

Principaux partenaires d'exécution

21. Les principaux partenaires d'exécution seront les communautés de bénéficiaires, les administrations régionales décentralisées, les équipes d'appui mobiles, les ONG, les unités de coordination de projet fédérales et régionales, l'agence fédérale des coopératives, le département du Ministère de l'agriculture et du développement rural chargé des systèmes d'alerte et de réaction rapide et le Ministère des affaires fédérales.

Responsabilités en matière d'exécution

22. Des ONG et des spécialistes, travaillant aux échelons du *kebele*¹ et du *woreda*², sensibiliseront, formeront et aideront les communautés de bénéficiaires afin qu'elles puissent, d'une part, recenser leurs propres besoins et les classer par ordre de priorité et, d'autre part, planifier, exécuter et suivre les activités du projet. Les spécialistes seront formés et épaulés par les équipes d'appui mobiles qui seront supervisées par le personnel de coordination de projet régional et fédéral. La direction générale sera assurée aux échelons régional et fédéral par un comité de pilotage régional et un conseil interministériel, respectivement. Ces responsabilités sont décrites dans le manuel d'exécution du projet.

Rôle de l'assistance technique

23. Des dispositions sont prises pour que des ONG et des consultants recrutés sur de courtes durées apportent leur concours à l'autonomisation des communautés; à l'élaboration de plans stratégiques de préparation aux catastrophes; à la conduite d'évaluations de l'impact sur l'environnement; à la conception et la mise en place d'un système de suivi et évaluation (S&E); à la gestion des savoirs et l'apprentissage participatif; à la vérification des comptes, au bilan à mi-parcours et à la préparation du rapport d'achèvement du projet.

Situation des principaux accords d'exécution

24. Pendant la première année de la phase d'exécution, le Ministère des affaires fédérales signera des mémorandums d'accord avec, d'une part, le département chargé des systèmes d'alerte et de réaction rapide pour la mise en œuvre d'un système d'alerte rapide pour les communautés pastorales et, d'autre part, l'agence fédérale des coopératives pour la création de coopératives d'épargne et de crédit rural viables.

¹ Une communauté locale correspondant à un ou plusieurs villages.

² District.

Principaux partenaires financiers et montants engagés

25. Le coût total du projet est de 139 millions d'USD sur cinq ans, taxes et droits inclus. Les sources de financement sont le FIDA (28%), l'IDA (57%), les communautés de bénéficiaires (11%) et le gouvernement (4%).

H. Avantages et justification économique et financière

Principales catégories d'avantages découlant du projet

26. Les principaux avantages découlant du projet sont les suivants: i) l'aptitude majeure à gérer les risques et intervenir rapidement aux échelons local et national; ii) l'accroissement du capital humain et social; iii) l'autonomisation des communautés résultant du développement participatif; iv) l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base; v) l'accès amélioré à des services financiers durables, et donc aux revenus; et vi) l'efficacité accrue de l'administration publique grâce au renforcement des capacités, à la participation des communautés et à l'obligation de rendre des comptes.

Viabilité économique et financière

27. À l'exception des investissements effectués par les membres des coopératives d'épargne et de crédit rural, censés être rentables, les activités de projet planifiées seront axées sur la demande, multisectorielles et difficiles à prévoir à l'avance avec exactitude. Par conséquent, une analyse financière et économique conventionnelle n'est guère utile. Souvent, les communautés pauvres accordent infiniment plus de prix à un niveau minimum de services sociaux et au capital humain et social associé qu'à la valeur financière et économique des services concernés.

I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement

Modalités de gestion des savoirs

28. La gestion des savoirs bénéficiera d'un soutien aux échelons régional et communautaire, notamment grâce à la création de petites unités d'information sur la recherche et le développement dans le domaine du pastoralisme, outre l'établissement de réseaux de développement pastoral régionaux. Ces réseaux fourniront aux parties prenantes un forum où elles pourront échanger les enseignements et les informations relatifs au développement pastoral dans leur région respective. Le projet favorisera aussi les échanges d'informations et les initiatives de rétablissement de la paix à l'échelon communautaire, par exemple en finançant des études intéressantes pour les communautés confrontées à la résolution de conflits. Enfin, le projet contribuera à l'organisation d'une foire des connaissances conjointement à la célébration de la Journée annuelle du pastoralisme.

Innovations en matière de développement

29. Les principales innovations en matière de développement sont les suivantes: i) l'institutionnalisation d'un processus de développement communautaire axé sur la demande, au sein de l'administration régionale décentralisée; ii) la création de coopératives d'épargne et de crédit rural viables dans les zones pastorales, y compris les coopératives appartenant à des femmes et gérées par elles; et iii) une meilleure gouvernance fondée sur la participation active des communautés locales et des ONG au suivi des résultats du projet, outre une amélioration de la gestion des savoirs, de l'apprentissage et de la communication.

Approche d'élargissement

30. Le but principal du projet est d'étendre la prestation effective des services sociaux de base à certains des ménages les plus pauvres parmi les pauvres, moyennant: i) l'extension de la couverture géographique du projet, de 32 districts à 57; et ii) l'augmentation du nombre de ménages bénéficiaires, de quelque 200 000 ménages à 600 000. Plus important encore, le projet promeut un processus de développement communautaire axé sur la demande qui a été adopté par d'autres administrations publiques et projets de développement à l'intérieur et à l'extérieur des zones pastorales.

J. Principaux risques

Principaux risques et mesures d'atténuation

31. Le projet est confronté à six grands risques: i) la faible capacité institutionnelle aux échelons du *woreda* et du *kebele*, exacerbée par un important taux de renouvellement du personnel; ii) les interférences politiques et bureaucratiques et la mainmise des élites; iii) les conflits; iv) l'impossibilité d'élaborer et de mettre en œuvre un cadre politique et institutionnel complet pour la gestion des risques dans les zones pastorales; v) les catastrophes naturelles, en particulier les sécheresses graves; et vi) la médiocre performance continue du système de S&E. Les mesures d'atténuation prévues consisteront à améliorer ou renforcer: i) les capacités des collectivités locales et des organisations communautaires; ii) les équipes d'appui mobiles afin qu'elles soient capables de veiller au respect des règlements du projet et aux intérêts des pauvres, y compris grâce au recrutement d'auditeurs internes dans les régions à haut risque; iii) l'analyse sociale afin de mieux évaluer les conflits potentiels pour investir dans des initiatives de résolution des conflits à assise communautaire; iv) les capacités du département chargé des alertes rapides et des interventions; v) les systèmes d'alerte et de réaction rapide; et vi) les procédures de S&E.

Classification environnementale

32. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le projet a été classé en catégorie B car il centre directement ses efforts sur l'amélioration des moyens de subsistance des populations pastorales pauvres grâce à la gestion plus rationnelle des ressources naturelles et la diminution de la vulnérabilité face aux chocs environnementaux tels que la sécheresse.

K. Durabilité

33. Les facteurs qui contribueront à la pérennité des investissements planifiés sont au nombre de trois. Premièrement, le gouvernement fédéral et les collectivités locales régionales ont démontré leur soutien aux approches participatives qui favorisent la prise de responsabilités locale et l'autonomisation des communautés. Ce soutien sera étayé par des activités de renforcement des capacités aux échelons communautaire et local afin que ce type d'approche puisse être systématiquement institutionnalisé dans les administrations régionales décentralisées. Deuxièmement, les dispositions relatives à l'exécution sont bien intégrées au sein du cadre institutionnel existant. Troisièmement, on attend des communautés qu'elles définissent des mécanismes de financement pour la réparation et l'entretien des installations collectives, tandis que les conseils des *woreda* et les bureaux régionaux seront invités à engager des ressources au titre des services complémentaires avant toute approbation de sous-projets connexes.

II. Instruments juridiques et autorité

34. Un accord de financement entre la République fédérale démocratique d'Éthiopie et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti au pays emprunteur/bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
35. La République fédérale démocratique d'Éthiopie est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
36. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

III. Recommandation

37. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République fédérale démocratique d'Éthiopie un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à douze millions cinq cent soixante-quinze mille droits de tirage spéciaux (12 575 000 DTS) et qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République fédérale démocratique d'Éthiopie un don d'un montant équivalant à douze millions cinq cent soixante-quinze mille droits de tirage spéciaux (12 575 000 DTS) et qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement:

Pastoral Community Development Project II

(Negotiations concluded on 20 August 2009)

Loan Number:

Grant Number:

Project Title: Pastoral Community Development Project II (the "Project")

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

the Federal Democratic Republic of Ethiopia (the "Borrower/Recipient")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

WHEREAS, the Borrower/Recipient and the International Development Association have entered into a Financing Agreement dated 13 June 2008 (the "IDA Financing Agreement") to provide financing for the Project; and

WHEREAS, the Borrower/Recipient has requested the Fund to provide additional financing for the Project.

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1) and the Allocation Table (Schedule 2).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement except for the provisions identified in Section E paragraph 3 below. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Loan and a Grant to the Borrower/Recipient (the "Financing"), which the Borrower/Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1.
 - A. The amount of the Loan is SDR 12 575 000.
 - B. The amount of the Grant is SDR 12 575 000.
2. The Loan is granted on highly concessional terms.
3. The Loan Service Payment Currency shall be the US dollar.

4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 8 July.
5. Payments of principal and service charge shall be payable on each 1 March and 1 September.
6. The Borrower/Recipient shall provide counterpart financing for the Project for a total amount of USD 5 million in accordance with the approved annual work plan and budget of the Project.

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Borrower's/Recipient's Ministry of Federal Affairs.
2. The following are designated as additional Project Parties: the National Regional State Governments of Afar, Somali, Oromia, and the Southern Nations, Nationalities and Peoples Region; and the Borrower's/Recipient's Ministry of Agriculture and Rural Development.
3. The Project Completion Date shall be the 5th anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Loan and Grant shall be administered by the International Development Association (IDA) as the Cooperating Institution. The Project shall be supervised jointly by IDA and the Fund.

Section E

1. The following is designated as an additional ground for suspension of this Agreement: the IDA Financing Agreement shall have been suspended.
2. The following is designated as an additional ground for cancellation of this Agreement: the IDA Financing Agreement shall have been cancelled.
3. The following provision of the General Conditions shall not apply to this Agreement:
Section 7.05 (Procurement); for purposes of this Agreement, all goods, works and consulting services to be financed out of the proceeds of the Loan and Grant shall be subject to the IDA Financing Agreement, as may be amended from time to time.
4. This Agreement is subject to ratification by the Borrower/Recipient.
5. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Fund:

(Name)
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

For the Recipient:

(Name)

This Agreement, dated _____, has been prepared in the (English) language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Borrower/Recipient.

For the Fund

For the Borrower

Schedule 1*Project Description and Implementation Arrangements*

The Project shall be the same as described in Schedule 1 of the IDA Financing Agreement, as such may be amended by the Parties thereto from time to time. The Project shall be implemented in accordance with the provisions of Schedule 2 of the IDA Financing Agreement, as such may be amended by the Parties thereto from time to time.

Schedule 2*Allocation Table*

1. *Allocation of Loan and Grant Proceeds.* The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the Grant and the allocation of the amounts of the Loan and the Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Amount of the Loan Allocated (expressed in SDR)	Amount of the Grant Allocated (expressed in SDR)	Percentage of Expenditures to be Financed Inclusive of Taxes
1. Goods for all activities other than CIF Subprojects, IG Subprojects, DPSI and DER Subprojects	520 000	520 000	100%
2. Consultant's Services including audits for all activities other than CIF Subprojects, IG Subprojects, DPSI and DER Subprojects	730 000	730 000	100%
3. Training	730 000	730 000	100%
4. Goods, works and services for CIF Subprojects	5 950 000	5 950 000	100%
5. Goods and Works and services for IG Subprojects	260 000	260 000	100%
6. Goods, works and services for DER Subprojects	540 000	540 000	100%
7. Goods works and services for DPSI Subprojects	2 020 000	2 020 000	100%
8. Operating Costs	1 400 000	1 400 000	100%
Unallocated	425 000	425 000	
TOTAL AMOUNT	12 575 000	12 575 000	

2. Each withdrawal application for eligible expenditures shall be apportioned by IDA as Cooperating Institution between IDA and the Fund in the ratio of 2:1. The Fund's share of each such application shall be further apportioned by IDA as Cooperating Institution between the Fund Loan and Grant in the ratio of 1:1.

Key reference documents

Country reference documents

1. Ministry of Finance and Economic Development: A Plan for Accelerated and Sustainable Development to End Poverty (2005/06 – 2009/10), September 2006.
2. Ministry of Federal Affairs: Beneficiary Assessment of the PCDP Community Investment Fund and Disaster Contingency and Planning Fund. 2007
3. Ministry of Federal Affairs: Implementation Assessment of the PCDP Community Investment Fund and Disaster Contingency and Planning Fund. 2007
4. Ministry of Federal Affairs: Pastoral Community Development Project Phase II Project Proposal (draft). February 2008
5. Ministry of Federal Affairs: Pastoral Policy Gap Analysis. 2006
6. Ministry of Federal Affairs: Assessment of the First Phase PCDP. 2008
7. Ministry of Federal Affairs: PCDP Quarterly Progress Reports from 2003 – 2008
8. Ministry of Agriculture and Rural Development/FCA: A Project Proposal to Establish RUSACCOs Based on PCDP Initiated Income Generating Groups. April, 2008

World Bank/IFAD reference documents

9. Federal Democratic Republic of Ethiopia; IFAD Country Strategic Opportunities Paper, December 2008
10. PCDP, Project Appraisal Document for Pastoral Community Development Project APL (April 2003)
11. PCDP II, Project Appraisal Document (World Bank, May 2008)
12. PCDP II, Management Assessment Template (MAT)
13. PCDP II, QE Panel Report
14. PCDP II, Minutes of QA Panel
15. PCDP Phase II, Baseline Survey of 55 woredas
16. PCDP, Beneficiary Assessment Report
17. PCDP, Midterm Review Report. August 2006
18. PCDP, Aide Memories and Back to office Reports of Supervision Missions, FY03 – FY08
19. PCDP II, Appraisal Aide Memoire, 17 April 2008
20. PCDP, Proceedings of the Consultative Workshop on Research for Development in the Lowlands of Ethiopia, February, 2008
21. Ethiopia: IFAD Country Evaluation Report, May 2009
22. Ethiopia: Protection of Basic Services, Joint Budget Review. 2007
23. Ethiopia: PCDP II Concept Note. January, 2008
24. Ethiopia: Project Appraisal Document for Productive Safety Net Program APL II. December 11, 2006.
25. Ethiopia: Guidelines for the Implementation of the Productive Safety Net Programme Pastoral Area Pilot, October 2007.

Logical framework

Project Development Objective	Project Outcome Indicators	Use of Project Outcome Information
Contribute to (i) increased resilience of Ethiopian pastoralists to external shocks and (ii) improve livelihoods of targeted communities	70% of community members satisfied with timeliness, quantity and quality of disaster early response	Assess the effectiveness of the disaster early response system
	70% of the targeted community members satisfied with service delivery through PCDP II-financed social infrastructure	Assess the effectiveness of PCDP II investments in social infrastructure
	Increased average income of pastoral saving and credit loan beneficiaries in beneficiary communities	Assess the effectiveness of the saving and credit intervention on project loan provided to pastoral credit and saving beneficiaries
	Early warning information on disaster risks available for all pastoral and agro-pastoral <i>woredas</i>	Assess the effectiveness of the EWA
Intermediate Outcomes	Intermediate Outcome Indicators	Use of Intermediate Outcome Monitoring
Component One: Sustainable Livelihoods Enhancement		
Subcomponent (a): Community Investment Fund (CIF)		
Communities identify and implement subprojects addressing priorities agreed upon in CAPs	% of community members disaggregated by gender attending Project-related meetings (m, f, y)	Captures active participation of community members in Project-related issues
	% of approved (budgeted) community sub-projects completed each year	An indication that priorities are met and supported by <i>woredas</i>
	% of sub-projects completed that receive recurrent costs associated with PCDP CIF social investments	An indication that <i>woredas</i> are providing recurrent costs associated with subprojects, such as teachers' and health workers' salaries, to ensure that subprojects are running, to increase the likelihood of sustaining the projects
	First and second cycle education net enrolment rate for Grade 1-8 (f, m) disaggregated by region	MDG-related indicator to measure accessibility by communities to first and second cycle education
	% of HHs in beneficiary community with access to potable water	Determine if key input will reach the targeted number of beneficiaries
	O&M arrangements are in place and functioning for >80% of infrastructure that requires maintenance	Determine if programme needs to increase its inspection and supervision of technical works and O&M arrangements
Woredas and their communities establish transparent accountability processes	% of <i>woredas</i> posting <i>woreda</i> CIF plans, budgets and service performance at public centers % of <i>woredas</i> with a complaint redressal system for CIF	These indicators capture accountability of <i>woredas</i> to community members
Subcomponent (b): Rural Livelihoods Programme (RLP) Sustainable savings & credit service established in selected pastoral areas		
	# of credit beneficiaries	Measures increased access to financial services to marginalized communities – increasing their chances for improved livelihoods
	% of rural savings & credit groups established that are offering credit service two years after establishment % of savings & credit groups with <5% 30 day overdue payments % of savings and credit beneficiaries whose HH income has increased	Assess the repayment capacity of the credit beneficiaries

Component Two: Pastoral Risk Management		
Subcomponent (a): Pastoral Early Warning and Response Programme		
1. EWS: Early warning system established and operational	>80% of early warning monthly reports and quarterly early warning bulletins produced and disseminated (national and regional) by EWRD/MoARD	Determine whether early warning reports are being produced and disseminated in a timely manner
	80% of pastoral and agro-pastoral Project prepare and review DPCPs	Assess whether communities are engaged in the DPCP process
2. Disaster Early Response Fund operational	% of DER Grants-financed early response activities within one month of pastoral area EWS identifying change from "normal" conditions	Evaluates the timeliness of the DER Grants to response to identified changes
Subcomponent (b): Disaster Preparedness Strategic investment Programme		
1. Regions identify, prioritize and implement disaster preparedness investments	% of available DPSIP resources expended on prioritized strategic investments by region	Measures the utilization of DPIIP resources based on prioritized strategic investments
	Four regions prepare comprehensive strategic disaster preparedness investment plans	Assess the effectiveness of the region in preparing preparing comprehensive strategic preparedness investment plans
	% of community-based disaster preparedness infrastructure investments that are operational and have maintenance plans	Determine the sustainability of infrastructure related to disaster preparedness
Component Three: Participatory Learning and Knowledge Management (PLKM)		
1. Improved access to information on development issues in pastoral areas	Number of website visits per month	Ensures website is providing relevant information
2. Participatory re-research being carried out on issues identified by pastoralist communities	# of PAL groups that have completed research activities	To ensure research outputs are relevant to pastoralist needs
	# of quarterly regional EPADGON meetings held and recorded	To ensure pastoralist networking on development issues
3. Improved information on pastoral development issues for policy makers	# of policy implementation studies and # of decisions legislated in support of policy frameworks	To ensure expansion and implementation of government pastoralist policy framework
Component Four: Programme Management and M&E		
1. Improved project management performance: planning, budgeting and evidence-based decision-making	% of semi-annual project progress reports submitted at federal (4 weeks), regional (3 weeks) and <i>woreda</i> (2 weeks) level after end of each semester % of quarterly financial reports submitted at federal (4 weeks), regional (3 weeks) and <i>woreda</i> (2 week) level after end of each quarter	Timely reporting indicates improved management of Project activities and will allow management to address quickly any issues or obstacles to achieving results
	External audit report submitted within six months of end of financial year Consolidated annual work plan and budget prepared in accordance with government fiscal planning cycle.	Findings from reports and audits will allow the Project to adjust and improve its operations and procedures
	% of agreed training plans completed each year (gender, communications, social accountability, conflict, MIS, M&E and IT)	Training needs have been identified by the Project; this indicator will measure PCDP management commitment to filling capacity gaps by training Project staff and other direct beneficiaries of the Project